ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1974	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 356

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 196

Περὶ προσχωρήσεως ἐκ νέου τῆς Ἑλλάδος εἰς τὸ ὑπογραφὲν ἐν Λονδίνῳ τὴν 5ην Μαΐου 1949 Καταστατικὸν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου τὸ ὑπογραφὲν ἐν Λονδίνῳ τὴν 5ην Μαΐου 1949 Καταστατικὸν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον, ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν:

STATUT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française de la République Irlandaise, de la République Italienne, du Grand - Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume de Norvège, du Royaume de Suède et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Persuadés que la consolidation de la paix fondée sur la justice et la coopération internationale est d'un intérêt vital pour la préservation de la société humaine et de la civilisation;

Inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du Droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable;

Convaincus qu'afin de sauvegarder et de faire triompher progressivement cet ideal et de favoriser le progrès social et économique, une union plus étroite s' ipmose entre les pays européens qu'animent les mêmes sentiments;

Considerant qu'il importe dès maintenant, en vue de répondre à cette nécessité et aux aspirations manifestes de leurs peuples, de créer une organisation groupant les Etats européens dans une association plus étroite,

Ont en conséquence décidé de constituer un Conseil de l'Europe comprenant un Comité de représentants des Gouvernements et une Assemblée Consultative, et, à cette fin, ont adopté le présent Statut.

CHAPITRE I.
But du Conseil de l'Europe

Article 1.

a) Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social.

(b) Ce but sera pursuivi au moyen des organes du Conseil, par l'examen des questions d'inteérêt commun, par la conclusion d'accords et par l'adoption d'une action commune dans les domaines économique, social culturel, scientifique, juridique et administratif, ainsi que par la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

(c) La participation des Membres aux travaux du Conseil de l'Europe ne doit pas altérer leur contribution à l'oeuvre des Nations Unies et des autres organisations ou unions internationales auxquelles ils sont parties.

(d) Les questions relatives à la Défense Nationale ne sont pas de la compétence du Conseil de l'Europe.

CHAPITRE II.
Composition

Article 2.

Les Membres du Conseil de l'Europe sont les Parties au présent Statut.

Article 3.

Tout Membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du Droit et le principe en vertu duquel toute persone placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il s'engage à collaborer sincèrement et activement à la poursuite du but défini au chapitre 1er.

Article 4.

Tout Etat européen considéré capable de se conformer aux dispositions de l'article 3 et comme en ayant la volonté peut être invité par le Comité des Ministres à devenir Membre du Conseil de l'Europe. Tout Etat aisni invité aura la qualité de Membre dès qu'un instrument d'adhésion au présent Statut aura été remis en son nom au Secrétaire Général.

Article 5.

(a) Dans des circonstances particulières, un pays européen considéré comme capable de se conformer aux dispositions de l'article 3 et comme en ayant la volonté peut être invité par le Comité des Ministres à devenir Membre Associé du Conseil de l'Europe. Tout pays ainsi invité aura la qualité de Membre Associé dès qu'un instrument d'acceptation du présent Statut aura été remis en son nom au Secrétaire Général. Les Membres Associés ne peuvent être représentés qu'à l'Assemblée Consultative.

(b) Le terme «Membre» employé dans le présent Statut vise également les Membres Associés, sauf en ce qui concerne la représentation au Comité des Ministres.

Article 6.

Avant d'adresser l'invitation prévue aux articles 4 ou 5 ci-dessus, le Comité des Ministres fixe le nombre des sièges à l'Assemblée Consultative auxquels le futur Membre aura droit et sa quote-part de contribution financière.

Article 7.

Tout Membre du Conseil de l'Europe peut s'en retirer en notifiant sa décision au Secrétaire Général. La notification prendra effet à la fin de l'année finnacière en cours, si elle est intervenue dans les neufs premiers mois de cette année, et à la fin de l'année financière suivante, si elle est intervenue dans les troits derniers mois.

Article 8.

Tout Membre du Conseil de l'Europe qui enfreint gravement les dispositions de l'article 3 peut être suspendu de son droit de représentation et invité par le Comité des Ministres à se retirer dans les conditions prévues à l'article 7. S'il n'est pas tenu compte de cette invitation, le Comité peut décider que le Membre dont, il s'agit a cessé d'appartenir au Conseil à compter d'une date que le Comité fixe lui-même.

Article 9.

Si un Membre n'exécute pas ses obligations financières le Comité des Ministres peut suspendre son droit de représentation au Comité et à l'Assemblée Consultative, aussi longtemps qu'il n'aura pas satisfait aux dites obligations.

CHAPITRE III.

Dispositions Générales

Article 10.

Les organes du Conseil de l'Europe sont :

(i) le Comité des Ministres;
(ii) l'Assemblée Consultative;

Ces deux organes sont assistés par le Secrétariat du Conseil de l'Europe.

Article 11.

Le siège du Conseil de l'Europe est à Strasbourg.

Article 12.

Les langues officielles du Conseil de l'Europe sont le français et l'anglais. Les règlements intérieurs du Comité des Ministres et de l'Assemblée Consultative détermineront les circonstances et les conditions dans iesquelles d'autres langues pourront être utilisées.

CHAPITRE IV.

Comité des Ministres

Article 13.

Le Comité des Ministres est l'organe compétent pour agir au nom du Conseil de l'Europe conformément aux articles 15 et 16.

Article 14.

Chaque Membre a un représentant au Comité des Ministres et chaque représentant dispose d'une voix. Les représentants au Comité sont les Ministres des Affaires Etrangères. Lorsqu'un Ministre des Affaires Etrangères n'est pas en mesure de siéger, ou si d'autres circonstances le recommandent, un suppléant peut être désigné pour agir à sa place. Celui-ci- sera, dans toute la mesure du possible, un membre du Gouvernement de son pays.

Article 15.

a) Le Comité des Ministres examine, sur recommandation de l'Assemblée Consultative ou de sa propre initiative, les mesures propres à réaliser bu but du Conseil de l'Europe, y compris la conclusion de conventions et d'accords et l'adoption par les Gouvernements d'une politique commune à l'égard de questions déterminées. Ses conclusions sont communiquées par le Secrétaire Général aux Membres.

b) Les conclusions du Comité des Ministres peuvent, s'il y a lieu, revêtir la forme de recommandations aux Gouvernements. Le Comité peut inviter ceux-ci à lui faire connaître la suite donnée par eux aux dites recommandations.

Article 16.

Sous réserve des pouvoirs de l'Assemblée Consultative tels qu'ils sont définis aux articles 24, 28, 30, 32, 33 et 35, le Comité des Ministres règle, avec effet obligatoire, toute question relative à l'organisation et aux arrangements intérieurs du Conseil de l'Europe. Il prend, à cette fin, les règlements financier et administratif nécessaires.

Article 17.

Le Comité des Ministres peut constituer, à toutes fins qu'il jugera désirables, des comités ou commissions de caractère consultatif ou technique.

Article 18.

Le Comité des Ministres adopte son règlement intérieur qui détermine notamment :

(i) le quorum;
(ii) le mode de désignation du Président et la durée de ses fonctions;
(iii) la procédure à suivre pour l'établissement de l'ordre du jour ainsi que pour le dépôt des propositions aux fins de résolutions; et
(iv) les conditions dans lesquelles est notifiée la désignation des suppléants, effectuée conformément à l'article 14.

Article 19.

Lors de chacune des sessions de l'Assemblée Consultative, le Comité des Ministres lui adresse des rapports sur son activité avec la documentation appropriée.

Article 20.

(a) Sont prises à l'unanimité des voix exprimées et à la majorité des représentants ayant le droit de siéger

au Comité des Ministres les résolutions du Comité relatives aux questions importantes mentionnées ci-après :

(i) les recommandations relevant de l'article 15 (b);
(ii) les questions relevant de l'article 19;
(iii) les questions relevant de l'article 21 (a) (i) et (b);
(iv) les questions relevant de l'article 33;
(v) les recommandations concernant des amendements aux articles 1 (d), 7, 15, 20 et 22; et
(vi) toute autre question qu'en raison de son importance le Comité déciderait, par une résolution prise dans les conditions prévues au paragraphe (d) ci-dessous, de soumettre à la règle de l'unanimité.

(b) Les questions relevant du règlement intérieur ou des règlements financier et administratif peuvent faire l'objet d'une décision à la majorité simple des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

(c) Les résolutions du Comité prises en application des articles 4 et 5 sont prises à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

(d) Sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des représentants ayant le droit de siéger toutes les autres résolutions du Comité. Celles-ci comprennent notamment, les résolutions qui concernent l'adoption du budget, le règlement intérieur, les règlements financier et administratif, les recommandations relatives à l'amendement des articles du présent Statut non mentionnés au paragraphe (a) (v) ci-dessus, et la détermination, en cas de doute, du paragraphe du présent article qu'il convient d'appliquer.

Article 21.

(a) Sauf décision contraire du Comité des Ministres, ses réunions se tiennent:

(i) à huis clos, et
(ii) au siège du Conseil.

(b) Le Comité est juge des informations à publier sur les discussions tenues à huis clos et sur leurs conclusions.

(c) Le Comité se réunit obligatoirement avant l'ouverture des sessions de l'Assemblée Consultative et au début de ces sessions; il se réunit, en outre, toutes les fois qu'il l'estime utile.

CHAPITRE V.

Assemblée Consultative.

Article 22.

L'Assemblée Consultative est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe. Elle discute des questions relevant de sa compétence telle qu'elle est définie dans le présent Statut et transmet ses conclusions au Comité des Ministres sous forme de recommandations.

Article 23.

(a) L'Assemblée Consultative peut délibérer et formuler des recommandations sur toute question répondant au but et rentrant dans la compétence du Conseil de l' Europe, tels qu'ils sont définis au chapitre 1er; elle délibère et peut formuler des recommandations sur toute question qui lui est soumise pour avis par le Comité des Ministres.

(b) L'Assemblée fixe son ordre du jour conformément aux dispositions du paragraphe (a) ci-dessus, en tenant compte de l'activité des autres organisations intergouvernementales européennes auxquelles sont parties tous les Membres du Conseil ou quelques-uns d'entre eux.

(c) Le Président de l'Assemblée décide, en cas de doute, si une question soulevée en cours de session rentre dans l'ordre du jour de l'Assemblée.

Article 24.

L'Assemblée Consultative peut, en tenant compte des dispositions de l'article 38 (d), constituer des comités ou commissions chargés d'examiner toutes questions de sa compétence, telle qu'elle est définie à l'article 23, de lui présenter des rapports, d'étudier les affaires inscrites à son ordre du jour et de formuler des avis sur toute question de procédure.

Article 25.

(a) L'Assemblée Consultative est composée de Représentants de chaque Membre. élus par son Parlement en son sein ou désignés parmi les membres du Parlement selon une procédure fixée par celui-ci, sous réserve toutefois que le Gouvernement de tout Membre puisse procéder à des nominations complémentaires quand le Parlement n'est pas en session et n'a pas établi la procédure à suivre dans ce cas. Tout représentant doit avoir la nationalité du Membre qu'il représente. Il ne peut être en même temps membre du Comité des Ministres.

Le mandat des représentants ainsi désignés prend effet à l'ouverture de la session ordinaire suivant leur désignation; il n'expire qu'à l'ouverture de la session ordinaire suivante ou d'une session ordinaire ultérieure, sauf le doit des Membres de procéder à de nouvelles désignations à la suite d'elections parlementaires.

Si un membre pourvoit aux sièges devenus vacants par suite de décès ou de démission ou procède à de nouvelles désignations à la suite d'élections parlementaires, le mandat des nouveaux représentants prend effet à la première réunion de l'Assemblée suivant leur désignation.

(b) Aucun représentant ne peut être relevé de son mandat au cours d' une session de l'Assemblée sans l' assentiment de celle-ci.

(c) Chaque représentant peut avoir un suppléant qui, en son absence, aura qualité pour siéger, prendre la parole et voter à sa place. Les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus s'appliquent également à la désignation des suppléants.

Article 26.

Les membres ont droit au nombre de sièges suivant:

Autriche	6	Luxembourg	3
Belgique	7	Malte	3
Chypre	3	Pays-Bas	7
Danemark	5	Norvège	5
France	18	Suède	6
République Fédérale d'Allemagne	18	Suisse	6
Islande	3	Turquie	10
Irlande	4	Royaume-Uni de Grande Bretagne et de l' Irlande du Nord	18
Italie	18		

Article 27.

Les conditions dans lesquelles le Comité des Ministres peut être représenté collectivement aux débats de l'Assemblée Consultative, celles dans lesquelles les représentants au Comité et leurs suppléants peuvent, à titre individuel, prendre la parole devant elle, seront soumises aux dispositions appropriées du Règlement intérieur, arrêtées par le Comité, après consultation de l'Assemblée.

Article 28.

(a) L'Assemblée Consultative adopte son règlement intérieur. Elle choisit parmi ses membres son Président, qui demeure en fonctions jusqu'à la session ordinaire suivante.

(b) Le Président dirige les travaux, mais ne prend part ni aux débats, ni au vote. Le suppléant du Président a qualité pour siéger, prendre la parole et voter à sa place.

(c) Le règlement intérieur fixe notamment:

(i) le quorum;

(ii) la procédure d'élection et la durée des fonctions du Président et des autres membres du Bureau;

(iii) la procédure d'établissement de l'ordre du jour et de sa communication aux représentants; et

(iv) la date et le mode de notification des noms des représentants et de leurs suppléants.

Article 29.

Sous réserve des dispositions de l'article 30, toutes les résolutions de l'Assemblée Consultative, y compris celles qui ont pour objet:

(i) de faire des recommandations au Comité des Ministres;

(ii) de proposer au Comité les questions à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée;

(iii) de créer des comités ou commissions;

(iv) de fixer la date d'ouverture des sessions;

(v) de déterminer la majorité requise pour les résolutions ne relevant pas des alinéas (i) à (iv) ci-dessus ou de fixer. en cas de doute, la règle de majorité convenable, sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Article 30.

Les résolutions de l'Assemblée Consultative portant sur les questions relatives à son mode de fonctionnement, notamment l'élection des membres du Bureau, la désignation des membres des comités et commissions et l'adoption du règlement intérieur ,sont prises à la majorité que fixera l'Assemblée par application de l'article 29 (v).

Article 31.

Les débats concernant les propositions à adresser au Comité des Ministres pour l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée Consultative ne devront porter, après définition de son objet, que sur les raisons qui militent pour ou contre cette inscription.

Article 32.

L'Assemblée Consultative tient chaque année une session ordinaire, dont la date et la durée seront fixées par l'Assemblée de manière à éviter, autant que possible, toute coincidence avec les sessions parlementaires et avec les sessions de l'Assemblée Générale des Nations Unies. La durée des sessions ordinaires n'excédera pas un mois, à moins que l'Assemblée et le Comité des Ministres, d'un commun accord, n'en décident autrement.

Article 33.

Les sessions ordinaires de l'Assemblée Consultative se tiennent au siège du Conseil, sauf décision contraire prise de commun accord par l'Assemblée et le Comité des Ministres.

Article 34.

L'Assemblée Consultative peut être convoquée en session extraordinaire, sur l'initiative soit du Comité des Ministres, soit du Président de l'Assemblée, après accord entre eux, qui portera également sur la date et le lieu de la session.

Article 35.

Les débats de l'Assemblée Consultative sont publics à moins qu'elle n'en décide autrement.

CHAPITRE VI.

Secrétariat.

Article 36.

(a) Le Secrétariat est composé du Secrétaire Général, d'un Secrétaire Général Adjoint, et du personnel nécessaire.

(b) Le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint sont nommés par l'Assemblée Consultative sur recommandation du Comité des Ministres.

(c) Les autres membres du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire Général, conformément au règlement administratif.

(d) Aucun membre du Secrétariat ne peut détenir un emploi rémunéré par un Gouvernement, être membre de l'Assemblée Consultative ou d'un Parlement national, ou remplir des occupations incompatibles avec ses devoirs.

(e) Tout membre du personnel du Secrétariat doit, par une déclaration solennelle, affirmer son attachement au Conseil de l'Europe et sa résolution d'accomplir consciencieusement les devoirs de sa charge sans se laisser influencer par aucune considération d'ordre national, ainsi que sa volonté de ne solliciter ni d'accepter d'instructions, en rapport avec l'exrcice de ses fonctions, d' aucun Gouvernment ni d'aucune autorité extérieure au Conseil et de s'abstenir de tout acte incompatible avec son statut de fonctionnaire international responsable exclusivement envers le Conseil. Le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint feront cette déclaration devant le Comité; les autres membres du personnel la feront devant le Secrétaire Général.

(f) Tout membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire Général et du personnel du Secrétariat et s'abstenir d'influencer ceux-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 37.

(a) Le Secrétariat est installé au siège du Conseil.

(b) Le Secrétaire Général est responsable de l'activité du Secrétariat devant le Comité des Ministres. Il fournit notamment à l'Assemblée Consultative, sous réserve des dispositions de l'article 38 (d), les services administratifs et autres dont elle peut avoir besoin.

CHAPITRE VII.

Financement.

Article 38.

(a) Chaque Membre assume les frais de sa propre représentation au Comité des Ministres et à l'Assemblée Consultative.

(b) Les dépenses du Secrétariat et toutes autres dépenses communes sont réparties entre tous les Membres dans les proportions fixées par le Comité selon le chiffre de la population de chacun des Membres.

La contribution de tout Membre Associé est fixée par le Comité.

(c) Le budget du Conseil est soumis chaque année par le Secrétaire Général, dans les conditions fixées par le règlement financier, à l'approbation du Comité.

(d) Le Secrétaire Général soumet au Comité les demandes de l'Assemblée de nature à entraîner des

dépenses excédant le montant des crédits déjà inscrits au budget pour l'Assemblée et ses travaux.

(e) Le Secrétaire Général soumet également au Comité des Ministres une évaluation des dépenses qu'implique l'exécution de chacune des recommandations présentées au Comité. Une résolution dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires n'est considérée comme adoptée par le Comité des Ministres que lorsque celui-ci a approuvé les prévisions de dépenses supplémentaires correspondantes.

Article 39

Le Secrétaire Général notifie chaque année aux Gouvernements des Membres le montant de leur contribution. Les contributions sont réputées exigibles au jour même de cette notification; elles doivent être acquittées entre les mains du Secrétaire Général dans le délai maximum de six mois.

CHAPITRE VIII.

Privilèges et Immunités

Article 40.

(a) Le Conseil de l'Europe, les représentants des Membres et le Secrétariat jouissent, sur les territoires des Membres, des immunités et privilèges nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. En vertu de ces immunités, les Représentants à l'Assemblée Consultative ne peuvent notamment être ni arrêtés ni poursuivis sur les territoires de tous les Membres en raison des opinions ou des votes émis au cours des débats de l' Assemblée, de ses comités ou commissions.

(b) Les Membres s'engagent à conclure aussitôt que possible un Accord en vue de donner plein effet aux dispositions du paragraphe (a) ci-dessus. A cette fin, le Comité des Ministres recommandera aux Gouvernments des Membres le conclusion d'un Accord définissant les privilèges et immunités reconnus sur leurs territoires. En outre, un Accord particiculier conclu avec le Gouvernment de la Republique Française qui définira les privilèges et immunités dont jouira le Conseil à son siège.

CHAPITRE IX.

Amendements

Article 41.

(a) Des propositions d'amendement au présent Statut peuvent être faites au Comité des Ministres ou, dans les conditions prévues à l'article 23, à l' Assemblée Consultative.

(b) Le Comité recommandera et fera incorporer dans un Protocole les amendements au Statut qu'il juge désirables.

(c) Tout protocole d'amendement entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé et ratifié par les deux tiers des Membres.

(d) Nonobstant les dispositions des paragrapghes précédents du présent article, les amendements aux articles 23 à 35, 38 et 39, qui auront été approuvés par le Comité et l'Assemblée, entreront en vigueur à la date du procès-verbal ad hoc établi par le Secrétaire Général, communiqué aux Gouvernments des Membres, et attestant l'approbation donnée aux dits amendements. Les dispositions du présent paragraphe ne pourront recevoir d'application qu'à compter de la fin de la seconde session ordinaire l'Assemblée.

CHAPITRE X.

Dispositions finales

Article 42

(a) Le présent Statut sera soumis à ratification. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernment du Royaume - Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord.

(b) Le présent Statut entrera en vigueur aprés le dépôt de sept instruments de ratification. Le Gouvernment du Royaume - Uni notifiera à tous les Gouvernements signataires l'entrée en vigueur du Statut et les noms des Membres du Conseil de l'Europe à cette date.

(c) Par la suite, tout autre signataire deviendra Partie au présent Statut à la date du dépôt de son instrument de ratification.

En foi de quoi, les soussignés, dument autorisés à cet effet, ont signé le présent Statut.

Fait à Londres, le 5 mai 1949, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernment du Royaume Uni, lequel en remettra des copies certifiées conformes aux autres Gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

P. H. SPAAK
Obert de Thieusies

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

GUSTAV RASMUSSEN
Reventlow

Pour le Gouvernement de la République Française :

ROBERT SCHUMAN
R. Massigli

Pour le Gouvernement de la République Irlandaise :

SEAN MacBRIDE
JOHN W. DULANTY

Pour le Gouvernement de la République Italienne :

SFORZA
GALLARATI SCOTTI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

JOS. BECH
A. J. CLASEN

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

D. U. STIKKER
E. MICHIELS van VERDUYNEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

HALVARD M. LANGE
P. PREBENSEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

ÖSTEN UNDEN
GUNNAR HAGGLÖF

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :

ERNEST BEVIN
CHRISTOPHER MAYHEW

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

Αἱ Κυβερνήσεις τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τῆς Ἰρλανδικῆς Δημοκρατίας, τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας.

Πεπεισμέναι ὅτι ἡ ἐμπέδωσις τῆς εἰρήνης θεμελιωμένης ἐπὶ τῆς δικαιοσύνης καὶ τῆς διεθνοῦς συνεργασίας εἶναι ζωτικοῦ συμφέροντος διὰ τὴν διατήρησιν τῆς ἀνθρωπίνης κοινωνίας καὶ τοῦ πολιτισμοῦ.

Ἐπαναβεβαιώνουσαι τὴν προσήλωσίν των πρὸς τὰς πνευματικὰς καὶ ἠθικὰς ἀξίας αἵτινες ἀποτελοῦν τὴν κοινὴν κληρονομίαν τῶν λαῶν των καὶ τὴν ἀληθῆ πηγὴν τῆς ἐλευθερίας καὶ τῆς ἐπικρατήσεως τοῦ δικαίου, ἀρχὰς αἵτινες συνθέτουν τὴν βάσιν τῆς ἀληθοῦς δημοκρατίας.

Πιστεύουσαι ὅτι, διὰ τὴν διατήρησιν καὶ περαιτέρω πραγμάτωσιν τῶν ἰδεῶν τούτων καὶ πρὸς τὸ συμφέρον τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου ἐπιβάλλεται στενωτέρα ἑνότης μεταξὺ τῶν εὐρωπαϊκῶν χωρῶν αἵτινες ἐμπνέονται ὑπὸ τῶν αὐτῶν αἰσθημάτων.

Θεωρῶσαι ὅτι, διὰ νὰ ἀνταποκριθοῦν πρὸς τὴν ἀνάγκην ταύτην καὶ πρὸς τὰς ἐκφρασθείσας συναφῶς ἐπιθυμίας τῶν λαῶν των, κρίνεται ἀναγκαῖον ὅπως δημιουργήσουν ὀργανισμὸν ὁ ὁποῖος θὰ φέρῃ τὰ εὐρωπαϊκὰ κράτη εἰς στενωτέραν σύνδεσιν.

Ἀπεφάσισαν ὅπως ἱδρύσουν τὸ Συμβούλιον τῆς Εὐρώπης περιλαμβάνον Ἐπιτροπὴν Ἀντιπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων καὶ Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον υἱοθέτησαν τὸ παρὸν Καταστατικόν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 1.

α) Σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι νὰ πραγματοποιήσῃ στενωτέραν ἕνωσιν μεταξὺ τῶν μελῶν του πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ διαφυλαχθῶσι καὶ νὰ προωθηθῶσι τὰ ἰδεώδη καὶ αἱ ἀρχαὶ αἵτινες εἶναι κτῆμα των καὶ νὰ εὐνοηθῇ ἡ οἰκονομικὴ πρόοδός των.

β) Ὁ σκοπὸς οὗτος θέλει ἐπιδιωχθῇ ὑπὸ τῶν ὀργάνων τοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ἐξετάσεως τῶν κοινοῦ ἐνδιαφέροντος ζητημάτων, διὰ τῆς συνάψεως συμφωνιῶν καὶ διὰ τῆς ἀποδοχῆς κοινῆς δράσεως ἐπὶ τοῦ οἰκονομικοῦ, κοινωνικοῦ, πολιτιστικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, νομικοῦ καὶ διοικητικοῦ πεδίου, ὡς καὶ διὰ τῆς διαφυλάξεως καὶ ἀναπτύξεως τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

γ) Ἡ συμμετοχὴ τῶν μελῶν εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δὲν ὀφείλει νὰ ἀλλοιώσῃ τὴν συμβολήν των εἰς τὸ ἔργον τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων ἢ ἑνώσεων εἰς τὰς ὁποίας μετέχουσι.

δ) Τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ἐθνικὴν ἄμυναν ζητήματα δὲν εἶναι τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Σύνθεσις.

Ἄρθρον 2.

Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι τὰ μέρη εἰς τὸ παρὸν Καταστατικόν.

Ἄρθρον 3.

Πᾶν μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἀναγνωρίζει τὴν ἀρχὴν τῆς ὑπεροχῆς τοῦ δικαίου καὶ τὴν ἀρχὴν καθ' ἣν πᾶν πρόσωπον εὑρισκόμενον ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν του δέον νὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν. Ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συνεργάζεται εἰλικρινῶς καὶ δραστηρίως διὰ τὴν ἐπιδίωξιν τοῦ ἐν Κεφαλαίῳ I ὁριζομένου σκοποῦ.

Ἄρθρον 4.

Πᾶν εὐρωπαϊκὸν Κράτος θεωρούμενον ἱκανὸν νὰ συμμορφώνεται πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 καὶ ἔχον τὴν πρὸς τοῦτο θέλησιν δύναται νὰ προκληθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν ὅπως καταστῇ μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Πᾶν προσκληθὲν κατὰ τὸν τρόπον τοῦτον Κράτος θὰ ἀποκτᾷ τὴν ἰδιότητα τοῦ μέλους εὐθὺς ὡς ἔγγραφον προσχωρήσεως εἰς τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ ἔχῃ ἐπιδοθῇ ἐν ὀνόματι αὐτοῦ πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

Ἄρθρον 5.

α) Εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις εὐρωπαϊκή τις χώρα θεωρουμένη ὡς ἱκανὴ νὰ συμμορφώνεται πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 καὶ ὡς ἔχουσα τὴν πρὸς τοῦτο θέλησιν δύναται νὰ κληθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν ὅπως καταστῇ πρόσεδρον μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Πᾶσα χώρα προσκληθεῖσα κατὰ τὸν τρόπον τοῦτον θὰ ἀποκτᾷ τὴν ἰδιότητα τοῦ προσέδρου μέλους εὐθὺς ὡς ἔγγραφον ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος καταστατικοῦ θὰ ἔχῃ ἐπιδοθῇ ἐν ὀνόματι αὐτῆς πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα, τὰ πρόσεδρα μέλη θὰ ἀντιπροσωπεύωνται μόνον εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Ὁ ὅρος «μέλος», χρησιμοποιούμενος ἐν τῷ παρόντι καταστατικῷ, ὑποδεικνύει ὡσαύτως τὰ πρόσεδρα μέλη, πλὴν ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀντιπροσώπευσιν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον 6.

Πρὶν ἢ ἀπευθύνῃ τὴν πρόσκλησιν περὶ ἧς τὰ ὡς ἄνω ἄρθρα 4 καὶ 5 ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν καθορίζει τὸν ἀριθμὸν τῶν ἑδρῶν, τῶν ὁποίων τὸ μέλος θὰ δικαιοῦται, εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ὡς καὶ τὸ ἀναλογοῦν ποσὸν τῆς χρηματικῆς του συμβολῆς.

Ἄρθρον 7.

Πᾶν μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ ἀποχωρήσῃ ἐξ αὐτοῦ διὰ κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεώς του πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα. Ἡ κοινοποίησις θὰ ἔχῃ ἀποτέλεσμα ἀπὸ τοῦ τέλους τοῦ τρέχοντος οἰκονομικοῦ ἔτους, ἐὰν ἐγένετο ἐντὸς τῶν 9 πρώτων μηνῶν τοῦ ἔτους τούτου καὶ εἰς τὸ τέλος τοῦ ἑπομένου οἰκονομικοῦ ἔτους, ἐὰν ἐγένετο κατὰ τοὺς τρεῖς τελευταίους μῆνας.

Ἄρθρον 8.

Παντὸς μέλους τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὸ ὁποῖον παραβιάζει σοβαρῶς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3, δύναται νὰ ἀνασταλῇ τὸ δικαίωμα ἀντιπροσωπεύσεως καὶ τὸ μέλος τοῦτο νὰ κληθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν νὰ ἀποχωρήσῃ ὑπὸ τοὺς ἐν ἄρθρῳ 7 προβλεπομένους ὅρους. Ἐὰν ἡ τοιαύτη κλῆσις δὲν ἤθελε ληφθῇ ὑπ' ὄψιν, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅτι τὸ περὶ οὗ ὁ λόγος μέλος ἔπαυσε νὰ ἀνήκῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ἀπὸ ἡμερομηνίας καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 9.

Ἐὰν μέλος τι δὲν ἐκτελῇ τὰς οἰκονομικάς του ὑποχρεώσεις, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν δύναται ν' ἀναστείλῃ τὸ δικαίωμα ἀντιπροσωπεύσεώς του εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν καὶ εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ἐφ' ὅσον χρονικὸν διάστημα δὲν θὰ ἐξεπλήρου τὰς ὑποχρεώσεις ταύτας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 10.

Τὰ ὄργανα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι: 1) ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν, 2) ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις.

Τὰ δύο ταῦτα ὄργανα ἐπικουροῦνται ὑπὸ τῆς γραμματείας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 11.

Ἕδρα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι τὸ Στρασβοῦργον.

Ἄρθρον 12.

Ἐπίσημοι γλῶσσαι τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ γαλλικὴ καὶ ἡ ἀγγλική. Οἱ ἐσωτερικοὶ κανονισμοὶ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν καὶ τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως θέλουσι καθορίσει τὰς περιστάσεις καὶ τοὺς ὅρους, ὑφ' οὓς ἄλλαι γλῶσσαι θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσι.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν εἶναι τὸ ἁρμόδιον πρὸς δρᾶσιν ἐν ὀνόματι τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ὄργανον συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 15 καὶ 16.

Ἄρθρον 14.

Ἕκαστον μέλος ἔχει ἕνα ἀντιπρόσωπον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν καὶ ἕκαστος ἀντιπρόσωπος διαθέτει μίαν ψῆφον. Οἱ ἀντιπρόσωποι εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν εἶναι οἱ Ὑπουργοὶ τῶν Ἐξωτερικῶν. Ὁσάκις Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν δὲν δύναται νὰ μετάσχῃ τῆς συνεδριάσεως ἢ ἐὰν τοῦτο συνιστᾶται ἐξ ἄλλων λόγων δύναται νὰ ὑποδεικνύεται ἀναπληρωτής, ἵνα ἐνεργῇ ἀντ' αὐτοῦ. Ὁ ἀναπληρωτὴς θὰ εἶναι κατὰ τὸ δυνατὸν μέλος τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας του.

Ἄρθρον 15.

α) Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν ἐξετάζει κατόπιν συστάσεως τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἢ ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς πραγματοποίησιν τοῦ σκοποῦ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης περιλαμβανομένης τῆς συνάψεως συμβάσεων καὶ συμφωνιῶν καὶ τῆς ἀποδοχῆς ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων κοινῆς πολιτικῆς ὡς πρὸς ὡρισμένα ζητήματα. Τὰ πορίσματά του ἀνακοινοῦνται ὑπὸ τοῦ γενικοῦ γραμματέως εἰς τὰ μέλη.

β) Τὰ πορίσματα τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν δύνανται ἐὰν συντρέχῃ λόγος, νὰ περιαφθῶσι τύπον συστάσεων πρὸς τὰς Κυβερνήσεις. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλῇ ταύτας ὅπως γνωστοποιῶσιν εἰς αὐτὴν τὴν ὑπ' αὐτῶν δοθεῖσαν συνέχειαν εἰς τὰς ρηθείσας συστάσεις.

Ἄρθρον 16.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐξουσιῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως, οἵαι καθορίζονται εἰς τὰ ἄρθρα 24, 28, 30, 32, 33 καὶ 35, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν κανονίζει μετὰ ὑποχρεωτικῆς ἰσχύος πᾶν ζήτημα σχετικὸν μὲ τὴν ὀργάνωσιν καὶ τοὺς ἐσωτερικοὺς κανονισμοὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα οἰκονομικὰ καὶ διοικητικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 17.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς τὴν σύστασιν, δι' οὓς σκοποὺς ἤθελε κρίνει ἐπιθυμητούς, ἐπιτροπειῶν καὶ ἐπιτροπῶν συμβουλευτικοῦ ἢ τεχνικοῦ χαρακτῆρος.

Ἄρθρον 18.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν ψηφίζει τὸν ἐσωτερικόν της κανονισμὸν ὅστις καθορίζει μεταξὺ ἄλλων:

I. Τὴν ἀπαρτίαν.

II. Τὸν τρόπον διορισμοῦ τοῦ Προέδρου καὶ τὴν διάρκειαν τῆς Προεδρείας του.

III. Τὴν διαδικασίαν διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἡμερησίας διατάξεως περιλαμβανούσης περίληψιν τῶν πρὸς ἐπίλυσιν προτάσεων.

IV. Τὰς ἀπαιτουμένας κοινοποιήσεις διὰ τὸν διορισμὸν τῶν ἀναπληρωματικῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 14.

Ἄρθρον 19.

Καθ' ἑκάστην τῶν συνόδων τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν θὰ ἀπευθύνῃ αὐτῇ ἀναφορὰς ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων της, συνοδευομένας διὰ τῶν σχετικῶν ἐγγράφων.

Ἄρθρον 20.

α) Λαμβάνονται κατ' ὁμοφωνίαν τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων καὶ κατὰ πλειοψηφίαν τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ συνεδριάζωσιν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς αἱ ἀναφερόμεναι εἰς σημαντικὰ ζητήματα ἀναφερόμενα ἀκολούθως: 1) Αἱ συστάσεις τοῦ ἄρθρου 15β', 2) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 19, 3) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 21α' (1 καὶ β'), 4) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 33, 5) αἱ συστάσεις αἱ ἀφορῶσαι τροπολογίας τῶν ἄρθρων 1δ', 7, 15, 20 καὶ 22 καὶ 6) πᾶν ἄλλο ζήτημα τὸ ὁποῖον ὡς ἐκ τῆς σπουδαιότητός του ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελεν ἀποφασίσει, δι' ἀποφάσεως λαμβανομένης ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὅρους εἰς τὴν παράγραφον δ' κατωτέρω, νὰ ὑποβάλῃ ὑπὸ τὸν κανόνα τῆς ὁμοφωνίας.

β) Τὰ ζητήματα τὰ ἐξαρτώμενα ἐκ τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἢ ἐκ τοῦ δημοσιονομικοῦ καὶ ἐκ τοῦ διοικητικοῦ κανονισμοῦ δύνανται νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον ἀποφάσεως δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5 λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς.

δ) Λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων καὶ πλειοψηφίας τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων πᾶσαι αἱ λοιπαὶ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς. Αἱ τελευταῖαι αὗται περιλαμβάνουσιν ἰδίως τὰς ἀποφάσεις τὰς ἀφορώσας τὴν ἔγκρισιν τοῦ προϋπολογισμοῦ, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν, τοὺς δημοσιονομικοὺς καὶ διοικητικοὺς κανονισμούς, τὰς συστάσεις τὰς σχετικὰς εἰς τὴν μεταρρύθμισιν τῶν ἄρθρων τοῦ παρόντος καταστατικοῦ τῶν μὴ μνημονευομένων εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον α' 5, καὶ τῶν καθορισμὸν ἐν περιπτώσει ἀμφιβολιῶν τῆς παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου ἥτις δέον νὰ ἐφαρμοσθῇ.

Ἄρθρον 21.

α) Πλὴν ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν, αἱ σύνοδοι λαμβάνουν χώραν: 1) κεκλεισμένων τῶν θυρῶν καὶ 2) εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι κριτὴς τῶν πρὸς δημοσίευσιν πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν κεκλεισμένων τῶν θυρῶν συζητήσεων καὶ τῶν πορισμάτων των.

γ) Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ὑποχρεωτικῶς πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν συνόδων τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως καὶ κατὰ τὰς ἀρχὰς αὐτῶν. Συνέρχεται ἀφ' ἑτέρου ὁσάκις ἤθελε κρίνει σκόπιμον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις.

Ἄρθρον 22.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις εἶναι τὸ βουλευόμενον ὄργανον τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Συζητεῖ τὰ ζητήματα τῆς ἁρμοδιότητός της, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ παρὸν Καταστατικὸν καὶ διαβιβάζει τὰ πορίσματά της εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ὑπὸ τύπον συστάσεων.

Ἄρθρον 23.

α) Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητῇ καὶ νὰ διατυπώνῃ συστάσεις ἐπὶ παντὸς θέματος ἀνταποκρινομένου εἰς τὸν σκοπὸν καὶ εἰσερχομένου ἐντὸς τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὡς καθορίζονται εἰς τὸ Κεφά-

λιον Ι. Συζητεί καὶ δύναται νὰ διατυπώνῃ συστάσεις ἐπὶ παντὸς θέματος ὅπερ ὑπεβλήθη εἰς αὐτὴν πρὸς γνωμάτευσιν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν.

β) Ἡ Συνέλευσις καθορίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ὡς ἄνω παραγράφου α΄, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν δρᾶσιν τῶν ἄλλων εὐρωπαϊκῶν διακυβερνητικῶν ὀργανώσεων, εἰς τὰς ὁποίας μετέχουσι πάντα ἢ τινὰ τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

γ) Ὁ πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως ἀποφασίζει ἐν περιπτώσει ἀμφιβολιῶν, ἐὰν ζήτημά τι ἀνακινούμενον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνόδου περιλαμβάνεται εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 24.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις δύναται λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 38 δ΄ νὰ προβαίνῃ εἰς τὴν σύστασιν ἐπιτροπειῶν ἢ ἐπιτροπῶν ἐπιφορτισμένων ὅπως ἐξετάζωσι πᾶν θέμα τῆς ἁρμοδιότητός των, οἷα καθορίζεται ἐν ἄρθρῳ 23, ὅπως ὑποβάλωσιν εἰς αὐτὴν εἰσηγήσεις, ὅπως μελετῶσι τὰς ἐγγεγραμμένας εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν ὑποθέσεις καὶ ὅπως διατυπώνωσι γνωματεύσεις ἐπὶ παντὸς ζητήματος διαδικασίας.

Ἄρθρον 25.

α) Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις συντίθεται ἐξ ἀντιπροσώπων ἑκάστου μέλους, ἐκλεγομένων ὑπὸ τοῦ κοινοβουλίου του ἢ ὑποδεικνυομένων συμφώνως πρὸς διαδικασίαν καθοριζομένην ὑπ' αὐτοῦ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅμως ὅτι ἡ Κυβέρνησις παντὸς μέλους δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς συμπληρωματικοὺς διορισμούς, ὅταν τὸ κοινοβούλιον δὲν εὑρίσκεται ἐν συνόδῳ καὶ δὲν ἔχῃ καθιερώσει τὴν τηρητέαν ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει διαδικασίαν. Πᾶς ἀντιπρόσωπος δέον ὅπως κέκτηται τὴν ἰθαγένειαν τοῦ μέλους, τὸ ὁποῖον ἀντιπροσωπεύει. Δὲν δύναται νὰ εἶναι ταυτοχρόνως μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν.

β) Οὐδεὶς ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ στερηθῇ τῆς ἐντολῆς του κατὰ τὴν διάρκειαν συνόδου τῆς Συνελεύσεως ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως αὐτῆς.

γ) Ἕκαστος ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ ἔχῃ ἀναπληρωματικόν, ὅστις ἐν περιπτώσει ἀπουσίας του θὰ δικαιοῦται νὰ μετέχῃ τῶν συνεδριάσεων, νὰ λαμβάνῃ τὸν λόγον καὶ νὰ ψηφίζῃ ἀντ' αὐτοῦ. Αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω παραγράφου α΄ ἐφαρμόζονται ὡσαύτως διὰ τὴν ὑπόδειξιν τῶν ἀναπληρωματικῶν.

Ἄρθρον 26.

Τὰ μέλη δικαιοῦνται εἰς τὸν ἀκόλουθον ἀριθμὸν ἑδρῶν: Αὐστρία 6, Βέλγιον 7, Κύπρος 3, Δανία 5, Γαλλία 18, Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας 18, Ἑλλὰς 7, Ἰσλανδία 3, Ἰρλανδία 4, Ἰταλία 18, Λουξεμβοῦργον 3, Μάλτα 3, Κάτω Χῶραι 7, Νορβηγία 5, Σουηδία 6, Τουρκία 10, Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας 18.

Ἄρθρον 27.

Οἱ ὅροι ὑφ' οὓς ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύεται συλλογικῶς εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως, οἱ δὲ ἀντιπρόσωποι εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν καὶ οἱ ἀναπληρωταί των δύνανται ὑπὸ προσωπικὴν ἰδιότητα νὰ λαμβάνουν τὸν λόγον ἐνώπιον αὐτῆς, θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς οἰκείας διατάξεις τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καθιερουμένας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 28.

α) Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικόν της κανονισμόν. Ἐκλέγει μεταξὺ τῶν μελῶν αὐτῆς τὸν Πρόεδρον, ὁ ὁποῖος θὰ ἀσκῇ τὰ καθήκοντά του ἕως τὴν ἑπομένην κανονικὴν σύνοδον.

β) Ὁ Πρόεδρος διευθύνει τὰς ἐργασίας πλὴν ὅμως δὲν συμμετέχει οὔτε εἰς τὰς συζητήσεις οὔτε εἰς τὴν ψηφοφορίαν. Ὁ ἀναπληρωτὴς τοῦ Προέδρου δύναται νὰ προεδρεύῃ, νὰ λαμβάνῃ τὸν λόγον καὶ νὰ ψηφίζῃ ἀντ' αὐτοῦ.

γ) Ὁ ἐσωτερικὸς κανονισμὸς καθορίζει ἰδίᾳ:

Ι. Τὴν ἀπαρτίαν.

ΙΙ. Τὴν διαδικασίαν ἐκλογῆς καὶ τὴν διάρκειαν τῶν καθηκόντων τοῦ Προέδρου καὶ τῶν ἄλλων μελῶν τοῦ Προεδρείου.

ΙΙΙ. Τὴν διαδικασίαν συντάξεως τῆς ἡμερησίας διατάξεως καὶ τῆς γνωστοποιήσεώς της εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους, καὶ

ΙV. Τὸν χρόνον καὶ τὸν τρόπον καθ' ὃν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσώπων καὶ τῶν ἀναπληρωτῶν των ὀφείλουν νὰ γνωστοποιηθοῦν.

Ἄρθρον 29.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 30 λαμβάνονται διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων ἅπασαι αἱ ἀποφάσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως, περιλαμβανομένων ἐκείνων αἵτινες ἔχουσιν ὡς ἀντικείμενον: 1) τὴν διατύπωσιν συστάσεως πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν, 2) τὴν πρότασιν πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν ἐγγραπτέων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνελεύσεως ζητημάτων, 3) τὴν ἵδρυσιν ἐπιτροπειῶν καὶ ἐπιτροπῶν, 4) τὸν καθορισμὸν τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῶν συνόδων, 5) τὸν προσδιορισμὸν τῆς ἀπαιτουμένης πλειοψηφίας διὰ τὰς ἀποφάσεις τὰς μὴ ἐξηρτημένας ἐκ τῶν ἐδαφίων 1 ἕως 4 ἢ τὸν καθορισμὸν ἐν περιπτώσει ἀμφιβολιῶν τοῦ κανόνος τῆς ἁρμοζούσης πλειοψηφίας.

Ἄρθρον 30.

Αἱ ἀποφάσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὰ ζητήματα τὰ σχετικὰ μὲ τὸν τρόπον τῆς λειτουργίας της, ἰδίᾳ τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τοῦ γραφείου, τὴν ὑπόδειξιν τῶν μελῶν τῶν ἐπιτροπειῶν καὶ ἐπιτροπῶν καὶ τὴν ἀποδοχὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, λαμβάνονται διὰ τῆς πλειοψηφίας, ἥτις ἤθελεν ὁρισθῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 29.

Ἄρθρον 31.

Αἱ συζητήσεις αἱ ἀφορῶσαι τὰς προτάσεις τὰς ἀπευθυνομένας εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν διὰ τὴν ἐγγραφὴν ἑνὸς θέματος εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως δὲν θὰ ἀναφέρωνται πλὴν τοῦ καθορισμοῦ τοῦ ἀντικειμένου των παρὰ μόνον εἰς τοὺς λόγους ὑπὲρ ἢ κατὰ τοιαύτης ἐγγραφῆς.

Ἄρθρον 32.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κατ' ἔτος εἰς τακτικὴν σύνοδον, τῆς ὁποίας ὁ χρόνος καὶ ἡ διάρκεια θὰ ὁρίζωνται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγεται κατὰ τὸ δυνατὸν πᾶσα σύμπτωσις μὲ τὰς κοινοβουλευτικὰς συνόδους καὶ τὰς συνόδους τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ διάρκεια τῶν τακτικῶν συνόδων δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸν μῆνα, πλὴν ἐὰν ἡ Συνέλευσις καὶ ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν ἤθελον διὰ κοινῆς συμφωνίας ἄλλως ἀποφασίσει.

Ἄρθρον 33.

Αἱ τακτικαὶ σύνοδοι τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως λαμβάνουσι χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου, πλὴν ἀντιθέτου ἀποφάσεως λαμβανομένης κατόπιν κοινῆς συμφωνίας ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον 34.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συγκαλῆται εἰς ἔκτακτον σύνοδον, τῇ πρωτοβουλίᾳ εἴτε τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν εἴτε τοῦ Προέδρου τῆς Συνελεύσεως, κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των, ἀναφερομένης ὡσαύτως εἰς τὸν χρόνον καὶ τὸν τόπον τῆς συνόδου.

Ἄρθρον 35.

Αἱ συζητήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως εἶναι δημόσιαι, πλὴν διαφόρου ἀποφάσεως αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Γραμματεία.

Ἄρθρον 36.

α) Ἡ Γραμματεία ἀπαρτίζεται ἐκ τοῦ Γεν. Γραμματέως, ἑνὸς Βοηθοῦ Γεν. Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ.

β) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ Βοηθὸς Γεν. Γραμματεὺς διορίζονται ὑπὸ τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως τῇ εἰσηγήσει τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν.

γ) Τὰ λοιπὰ μέλη τῆς Γραμματείας διορίζονται ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως συμφώνως πρὸς τὸν Διοικητικὸν Κανονισμόν.

δ) Οὐδὲν μέλος τῆς Γραμματείας δύναται νὰ κατέχῃ ἔμμισθον παρά τινι Κυβερνήσει θέσιν, νὰ εἶναι μέλος τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἢ ἑνὸς ἐθνικοῦ Κοινοβουλίου ἢ νὰ ἀσχολῆται μὲ ἐργασίας ἀσυμβιβάστους πρὸς τὰ καθήκοντά του.

ε) Ἕκαστον μέλος τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας ὀφείλει, δι' ἐπισήμου δηλώσεως, νὰ βεβαιώσῃ τὴν προσήλωσίν του πρὸς τὸ Συμβούλιον τῆς Εὐρώπης καὶ τὴν ἀπόφασίν του νὰ ἐκπληροῖ εὐσυνειδήτως τὰ καθήκοντα τῆς θέσεώς του χωρὶς νὰ ἐπηρεάζεται ἐκ λόγων ἐθνικῆς φύσεως, δέον δὲ ὡσαύτως νὰ μὴν ἐπιζητῇ οὔτε νὰ δέχεται ὁδηγίας ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του, ὑπὸ οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ξένης τοῦ Συμβουλίου Ἀρχῆς καὶ νὰ ἀπέχῃ πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν ἰδιότητά του ὡς διεθνοῦς ὑπαλλήλου ὑπευθύνου ἀποκλειστικῶς ἔναντι τοῦ Συμβουλίου. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ Ἀναπληρωτὴς Γεν. Γραμματεὺς θὰ προβοῦν εἰς τὴν δήλωσιν ταύτην ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς, τὰ λοιπὰ δὲ μέλη τοῦ προσωπικοῦ ἐνώπιον τοῦ Γεν. Γραμματέως.

στ) Ἕκαστον μέλος θὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν ἁρμοδιοτήτων τοῦ Γεν. Γραμματέως καὶ τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας καὶ δὲν θὰ ἐπιζητῇ νὰ ἐπηρεάζῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεώσεών των.

Ἄρθρον 37.

α) Ἡ Γραμματεία θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου.

β) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν διὰ τὰς δραστηριότητας τῆς Γραμματείας. Παρέχει ἰδίᾳ εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 38 (δ), τὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας καὶ ἑτέρας ὧν δύναται αὕτη νὰ ἔχῃ ἀνάγκην.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Οἰκονομικὴ ἐπιχορήγησις.

Ἄρθρον 38.

α) Ἕκαστον μέλος ἀναλαμβάνει τὰς δαπάνας τῆς ἰδίας αὐτοῦ ἐκπροσωπήσεως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν καὶ εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Αἱ δαπάναι τῆς γραμματείας καὶ πᾶσαι αἱ δαπάναι κατανέμονται μεταξὺ ὅλων τῶν μελῶν κατὰ τὰς ὁριζομένας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλογίας συμφώνως πρὸς τὸ μέγεθος τοῦ πληθυσμοῦ ἑκάστου μέλους.

Ἡ συνεισφορὰ κάθε μέλους καθορίζεται ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ Συμβουλίου ὑποβάλλεται ἕκαστον ἔτος ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθορισθέντας ὑπὸ τοῦ Δημοσιονομικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὴν ἔγκρισιν τῆς Ἐπιτροπῆς.

δ) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ὑποβάλλει εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὰς αἰτήσεις τῆς Συνελεύσεως σχετικὰς πρὸς δαπάνας ὑπερβαινούσας τὸ ὕψος τῶν πιστώσεων τῶν ἤδη ἐγγεγραμμένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν διὰ τὴν Συνέλευσιν καὶ τὰς ἐργασίας της.

ε) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ὑποβάλλει ὁμοίως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ἐκτίμησιν τῶν ἐξόδων ἅτινα συνεπάγεται ἡ ἐφαρμογὴ ἑκάστης τῶν συστάσεων τῶν ὑποβαλλομένων εἰς τὴν Ἐπιτροπήν. Οἱαδήποτε ἀπόφασις ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας συνεπάγεται ἐπιπροσθέτους δαπάνας δὲν πρέπει νὰ θεωρῆται ὡς ἐγκεκριμένη ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν ἐκτὸς ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχει ἤδη ἐγκρίνει τὰς ἀντιστοίχους ἐκτιμήσεις διὰ τοιαῦτα πρόσθετα ἔξοδα.

Ἄρθρον 39.

Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ἕκαστον ἔτος εἰδοποιεῖ τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν διὰ τὸ ὕψος τῆς συνεισφορᾶς των. Αἱ συνεισφοραὶ εἶναι ἀνυπερθέτως ἀπαιτηταὶ ἀπὸ τὴν ἡμέραν τῆς εἰδοποιήσεως, ὀφείλουν νὰ περιέλθουν εἰς τὰς χεῖρας τοῦ Γεν. Γραμματέως ἐντὸς διαστήματος ἓξ μηνῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

Προνόμια καὶ ἀσυλίαι.

α) Τὸ Συμβούλιον τῆς Εὐρώπης, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν μελῶν καὶ ἡ γραμματεία ἀπολαύουσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν μελῶν τῶν ἀσυλιῶν καὶ προνομίων τῶν ἀναγκαίων διὰ τὴν ἀνάσκησιν τοῦ λειτουργήματός των. Δυνάμει τῶν ἀσυλιῶν τούτων οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως δὲν δύνανται ἰδίᾳ νὰ συλληφθῶσιν ἢ νὰ διωχθῶσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν ὅλων τῶν μελῶν συνεπείᾳ τῶν γνωμῶν ἢ τῶν ψήφων, αἵτινες ἐδόθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων τῆς Συνελεύσεως, τῶν ἐπιτροπειῶν ἢ ἐπιτροπῶν αὐτῆς.

β) Τὰ μέλη ἀναλαμβάνουν νὰ συμφωνήσουν τὸ συντομώτερον δυνατὸν ἐπὶ τῷ τέλει τῆς πραγματώσεως τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου (α). Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν θὰ συστήσῃ εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν τὴν συναμολόγησιν συμφωνίας καθοριζούσης τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας ἅτινα δέον νὰ παραχωρηθοῦν εἰς τὰς χώρας ὅλων τῶν μελῶν.

Ἐπιπροσθέτως εἰδικὴ συμφωνία μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καθοριζούσης τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας ὧν θὰ ἀπολαμβάνῃ τὸ Συμβούλιον εἰς τὴν ἕδραν του.

Ἄρθρον 41.

α) Προτάσεις τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ τούτου δύνανται νὰ γίνουν πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ἢ ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 23 πρὸς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συστήσῃ καὶ θὰ ἐνσωματώσῃ εἰς πρωτόκολλον τὰς τροποποιήσεις τοῦ Καταστατικοῦ, ἃς κρίνει ἐπιθυμητάς.

γ) Ἅπαν τὸ πρωτόκολλον τροποποιήσεων θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εὐθὺς ὡς ὑπογραφῇ καὶ ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν.

δ) Αἱ προηγούμεναι διατάξεις τῶν παραγράφων τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ τροποποιήσεις τῶν ἄρθρων 23—35, 38 καὶ 39, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς πιστοποιήσεως τοῦ Γεν. Γραμματέως, διαβιβαζομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν, βεβαιώνοντος ὅτι αὗται ἔχουν ἐγκριθεῖ. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης δὲν θὰ τύχουν ἐφαρμογῆς εἰ μὴ μόνον ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς δευτέρας κανονικῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 42.

α) Τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ τεθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν. Αἱ ἐπικυρώσεις δέον νὰ κατατεθοῦν παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

β) Τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εὐθὺς ὡς 7 (ἑπτὰ) ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ ἔχουν κατατεθῇ. Ἡ Κυβέρ-

νησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου θὰ διαβιβάσῃ πρὸς ὅλας τὰς ὑπογραψάσας Κυβερνήσεις πιστοποιητικὸν δηλοῦν ὅτι τὸ Καταστατικὸν ἐτέθη ἐν ἰσχύι καὶ δίδον τὰ ὀνόματα τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

γ) Μετὰ ταῦτα πᾶς ἕτερος ὑπογράψας θὰ καταστῇ μέλος τοῦ Καταστατικοῦ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Καταστατικόν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ, τὴν πέμπτην τοῦ μηνὸς Μαΐου 1949, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον κατατεθὲν εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τὸ ὁποῖον θὰ ἀποστείλῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς τὰς λοιπὰς ὑπογραψάσας Κυβερνήσεις.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου :
P. H. SRAAK
OBERT DE THIEUSIES

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας :
GUSTAV RASMUSSEN
Reventlow

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Γαλλίας :
ROBERT SCHUMAN
R. Massigli

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰρλανδίας :
SEAN MAC. BRIDE
JOHN W. DULANTY

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰταλίας :
SFORZA
GALLARATI SCOTTI

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου :
JOS. BECH
A.J. CLASEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν :
D. U. STIKKER
E. MICHIELS VAN VERDUYNEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας :
HALVARD M. LANGE
P. PREBENSEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας :
ÖSTEN UNDEN
GUNNAR HAGGLOF

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας :
ERNEST BEVIN
CHRISTOPHER MAYHEW

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἐξουσιοδοτεῖται ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργός, ἵνα ἐν περιπτώσει προσκλήσεως τῆς Ἑλλάδος ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 4 τοῦ Καταστατικοῦ, ὅπως καταστῇ μέλος αὐτοῦ, ἀποδεχθῇ τὴν πρόσκλησιν ταύτην, καταθέτων πρὸς τοῦτο, ὄργανον προσχωρήσεως εἰς τὸ Καταστατικὸν αὐτοῦ.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ κυρουμένου Καταστατικοῦ ἄρχεται ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως, παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ
ΤΑ ΜΕΛΗ
ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΡΑΛΛΗΣ, ΔΗΜ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΤΡΥΠΑΝΗΣ, ΠΑΝΑΓ. ΖΕΠΠΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ, ΙΠΠΟΚΡ. ΙΟΡΔΑΝΟΓΛΟΥ, ΚΩΝΣΤ. ΚΟΝΟΦΑΓΟΣ, ΙΩΑΝ. ΜΠΟΥΤΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ, ΒΑΣΙΛ. ΔΕΡΔΕΜΕΖΗΣ, ΧΡΙΣΤΟΦ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΚΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ